



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination interministérielle
et de l'appui territorial
Mission des politiques environnementales

AP n° 82-2023-02- 08- 00003

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

SNC ENROBÉS 82
900, avenue de Gasseras
82000 MONTAUBAN

**Modification des conditions d'exploitation d'une centrale d'enrobage à chaud par l'ajout
d'une cuve de bitume**

Installations classées pour la protection de l'environnement

La préfète de Tarn-et-Garonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

**Vu l'arrêté préfectoral du 27 octobre 1999, modifié, autorisant la société MALET à
exploiter une centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers sur le territoire de la
commune de Montauban ;**

Vu le récépissé de changement d'exploitant du 30 novembre 2000 ;

**Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 juillet 2016, autorisant la SNC ENROBÉS 82 à
poursuivre l'exploitation d'une centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers sur le
territoire de la commune de Montauban ;**

**Vu la demande de l'exploitant du 12 novembre 2020, complété le 22 janvier 2021, à l'effet
d'ajouter une cuve de bitume de 60 tonnes ;**

**Vu le rapport et proposition de l'inspection des installations classées en date du 20 janvier
2023 ;**

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 30 janvier 2023 ;

Vu la réponse de l'exploitant, par courriel, en date du 2 février 2023 ;

**Considérant que la modification consiste en un ajout d'une cuve de bitume de 60 tonnes
en remplacement d'une cuve d'émulsion bitume de 60 tonnes ;**

Considérant que cette modification n'entraîne pas d'augmentation de la quantité de bitume entreposée sur site ;

Considérant que cette modification n'entraîne pas d'augmentation de la production d'enrobés ;

Considérant que les mesures ainsi imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les conditions d'exploitation, en particulier la présence de rétentions sont de nature à prévenir les risques de pollution des sols et des eaux superficielles ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, pour la protection de la nature et de l'environnement, pour la sécurité et la salubrité publiques ;

Considérant que l'ajout d'une cuve de bitume n'entraîne pas de modifications substantielles du site conformément à l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Exploitant et titulaire de l'autorisation

La SNC ENROBÉS 82 est autorisée, sous réserve de respecter les prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation, 900 avenue Gasseras – 82000 MONTAUBAN, d'une station d'enrobage à chaud.

Article 2 – Situation administrative

Le tableau de classement de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 juillet 2016 sus-visé est remplacé comme suit :

« Les installations projetées relèvent du régime des installations classées pour la protection de l'environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

| Rubrique | Régime | Libellé de la rubrique (activité) | Nature de l'installation | Volume |
|----------|--------|---|---|---|
| 2521-1 | E | Station d'enrobage au bitume de matériaux routiers | Centrale d'enrobage à chaud | Capacité de production de 140 t/h avec des granulats à 5 % d'humidité |
| 2515-1b | D | Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minéraux et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. | Puissance installée de 180 kW | 180 kW |
| 2517 | D | Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques | Plateforme de tri et transit de matériaux de 9 000 m ² | 9 000 m ² |

| Rubrique | Régime | Libellé de la rubrique (activité) | Nature de l'installation | Volume |
|----------|--------|---|---|--------|
| 4801 | D | Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. | 200 t de bitume : 3 cuves verticales de bitume de 80 t, 60 t et 60 t. | 200 t |

Volume : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées en référence à la nomenclature des installations classées.

Le site abrite également des activités ou stockages soumis aux rubriques 4331 et 4511 (stockage de GNR) sous le seuil du régime de la déclaration pour ces deux rubriques ».

Article 3 – Bilan de fonctionnement des installations

L'arrêté préfectoral complémentaire du 12 juillet 2016 sus-visé est complété comme suit :

« L'exploitant transmet sous un mois à l'inspection des installations classées un bilan de fonctionnement des installations comprenant les éléments suivants :

- Production sur l'année 2022,*
- Période de fonctionnement des installations (horaires, mois, semaines, jours) permettant de définir une période représentative du fonctionnement maximal des installations,*
- Comparatif de la production avec les trois dernières années représentatives d'une activité normale de fonctionnement ».*

Article 4 – Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à son encontre, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 6 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de Tarn-et-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7 – Notification

La secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Tarn-et-Garonne et dont une copie sera transmise au chef de l'uid 82/46 de la DREAL Occitanie et à la maire de Montauban et sera notifiée à la SNC ENROBÉS 82.

Montauban, le - 8 FEV. 2023

La préfète

Pour la préfète,
La secrétaire générale

Catherine FOURCHEROT

Délais et voies de recours :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du Code de l'environnement à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31000 Toulouse – Tél : 05.62.73.57.57), dans les délais ci-dessous :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au R.181-45 du même code .

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télé-recours , moyen accessible par le biais du site « www.telerecours.fr »

Le présent arrêté peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois :

- soit d'un recours gracieux auprès de la préfète de Tarn-et-Garonne – 2 allée de l'Empereur – BP 10779 – 82013 Montauban Cedex. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours ;
- soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur – Place Beauvau – 75008 Paris Cedex 08. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.